



Volet B

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge après dépôt de l'acte

Réservé
au
Moniteur
belge



18326864



Déposé
03-09-2018

Greffé

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 05/09/2018 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0702760941

Dénomination

(en entier) : Ethique et Toc asbl

(en abrégé) : E.T. asbl

Forme juridique : Association sans but lucratif

Siège : Rue Defrêcheux 22 21

4000 Liège

Belgique

Objet de l'acte : Constitution*Entre les soussignés :*

Mme. Fernandez Marie, née à Cheratte, le 29/10/1961 et domiciliée 58 rue Général de Gaule à 4020 Bressoux,
M. Rodriguez Luis, né à Gava (Barcelone-Espagne) le 18/06/1958 et domicilié 58 rue Général de Gaule à 4020 Bressoux,

M. Righes Enzo, né à Verviers le 13/06/1964 et domicilié au 22/11 rue Defrêcheux à 4000 Liège,
et Mme. Siegenthaler Sandrine, née à Bruxelles district 2, le 24/10/1967 et domiciliée au 22/21 rue Defrêcheux à 4000 Liège,

Qui déclarent constituer entre eux une association sans but lucratif, conformément à la loi du vingt-sept juin mille neuf cent vingt et un, il a été convenu ce qui suit :

TITRE I DE LA DENOMINATION – DU SIEGE SOCIAL

Article 1er - L'association prend pour dénomination : « Ethique et toc - Association sans but lucratif ou ASBL ». En abrégé, l'association peut prendre l'appellation de : « E.T. - ASBL ».

Article 2 – Son siège social est établi à 4000 Liège, rue Defrêcheux 22, dans l'arrondissement judiciaire de Liège.

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

TITRE II DU BUT SOCIAL POURSUIVI

Article 3 – L'association a pour but de partager avec différents publics, une réflexion éthique, au sein d'un laboratoire de rencontre, de création, de formation, de développement et d'épanouissement personnel et collectif. Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but.

Article 4 – L'association a pour objets l'organisation d'événements, la production et la diffusion d'œuvres artistiques et artisanales, la mise en place de formations et d'expériences collectives, en Belgique ou à l'étranger

TITRE III DES MEMBRES

Section I

Admission

Article 5 - L'association est composée de membres *effectifs* et d'*adhérents*, qui s des personnes physiques ou des personnes morales.

Le nombre des membres *effectifs* ne peut être inférieur à **quatre** . Leur nombre est illimité.

En-dehors des prescriptions légales, les membres *effectifs* et les *adhérents* jouissent des droits et sont tenus des obligations qui sont précisés dans le cadre des présents statuts. Seules les modalités de l'exercice de ces prérogatives ou obligations pourront figurer dans l'éventuel R.O.I.

Article 6 -

§ 1. Sont membres (*effectifs*) :

1) les comparants au présent acte, fondateurs ou associés ;

Mme. Fernandez Marie, née à Cheratte, le 29/10/1961 et domiciliée 58 rue Général de Gaule à 4020 Bressoux,
M . Rodriguez Luis, né à Gava (Barcelone-Espagne) le 18/06/1958 et domicilié 58 rue Général de Gaule à 4020 Bressoux,

M. Righes Enzo, né à Verviers le 13/06/1964 et domicilié au 22/11 rue Defrêcheux à 4000 Liège,
et Mme. Siegenthaler Sandrine, née à Bruxelles district 2, le 24/10/1967 et domiciliée au 22/21 rue Defrêcheux à 4000 Liège,

2) toute personne physique ou morale qui, présentée par deux membres au moins, est admis en cette qualité par décision de l'Assemblée Générale, selon la procédure suivante : vote à l'unanimité.

§ 2. Sont *adhérents* toute personne physique ou morale en ordre de cotisation. Les *adhérents* bénéficient des activités de l'association et y participent en se conformant aux statuts.

Section II Démission, exclusion, suspension

Article 7 – Les membres *effectifs* et les *adhérents* sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission à l'association.

L'exclusion d'un membre *effectif* ou d'un *adhérent* ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

Le non respect des statuts, le défaut de paiement des cotisations au plus tard dans le mois du rappel, le défaut d'être présent représenté ou excusé à deux Assemblées générales consécutives, les infractions graves au R.O.I., aux lois de l'honneur et de la bienséance, les fautes graves, agissements ou paroles, qui pourraient entacher l'honorabilité ou la considération dont doit jouir l'association, le décès, la faillite, sont des actes qui peuvent conduire à l'exclusion d'un membre ou d'un *adhérent*.

Le conseil d'administration peut suspendre les membres visés, jusqu'à décision de l'Assemblée générale.

Article 8 – Le membre démissionnaire, *suspendu* ou exclu, ainsi que les créanciers, les héritiers ou ayant-droits du membre décédé ou failli, n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent ni réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de comptes, ni remboursement des cotisations, ni apposition de scellés ni inventaire.

Article 9 – Le conseil d'administration tient un registre des membres conformément à l'article 10 de la loi du 27 juin 1921.

Article 10 – Les membres ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

TITRE IV DES COTISATIONS

Article 11 – Les membres *effectifs* et *adhérents* paient une cotisation annuelle. Le montant de cette cotisation est fixé chaque année par l'assemblée générale. Elle ne pourra être inférieure à 1□ et supérieure à 100□

TITRE V DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 12 – L'Assemblée générale est composée des membres *effectifs* de l'association.

Article 13 - L'Assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont *notamment* réservées à sa compétence :

1) les modifications aux statuts sociaux ;

2) la nomination et la révocation des administrateurs

3) le cas échéant, la nomination et la révocation des commissaires, et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération est attribuée ;

- 4) la décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires, le cas échéant ;
- 5) l'approbation des budgets et des comptes ;
- 6) la dissolution volontaire de l'association ;
- 7) les exclusions de membres ;
- 8) la transformation de l'association en société à finalité sociale ;
- 9) toutes les hypothèses où les statuts l'exigent.

Article 14 - Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année, *au cours du premier trimestre*. L'association peut être réunie en Assemblée générale extraordinaire à tout moment par décision du Conseil d'administration, notamment à la demande d'un cinquième au moins des membres. Dans ce dernier cas, à défaut de dispositions statutaires, le conseil d'administration convoque l'assemblée générale dans les vingt et un jours de la demande de convocation. L'assemblée générale se tient au plus tard le quarantième jour suivant cette demande.

Article 15 – Tous les membres doivent être convoqués à l'Assemblée générale par le Conseil d'administration *par lettre ordinaire, courriel ou fax* adressé au moins huit jours avant l'Assemblée. La lettre ordinaire ou le courriel sera cosigné par un administrateur au nom du CA. Le courriel sera transmis avec A.R. La convocation mentionne les jour, heure et lieu de la réunion. L'ordre du jour est également mentionné dans la convocation. Toute proposition signée par *un cinquième* des membres doit être portée à l'ordre du jour.

Sauf dans les cas prévus aux articles 8, 12, 20 et 26 quater de la loi du 27 juin 1921, l'Assemblée peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour.

Article 16 – Chaque membre a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un mandataire. *Le mandataire doit être membre ou adhérent.*

Seuls les membres effectifs ont le droit de vote. Chacun d'eux dispose d'une voix.

Le Conseil d'administration peut inviter toute personne à tout ou partie de l'Assemblée générale en qualité d'observateur ou de consultant.

Article 17 – L'Assemblée générale est présidée par *un des administrateurs présents désigné par un vote du Conseil à la majorité simple en début de séance.*

Article 18 – L'Assemblée générale peut valablement délibérer *quel que soit le nombre des membres présents ou représentés*, sauf les exceptions prévues par la loi ou les présents statuts. Les décisions de l'Assemblée générale sont adoptées *à la majorité des deux tiers* des votes régulièrement exprimés, sauf dans les cas où il est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

Sont exclus des quorums de vote et de majorités les votes blancs, nuls ainsi que les abstentions. Lorsque le quorum de présences n'est pas atteint à la première Assemblée générale dûment convoquée, une seconde réunion de l'Assemblée ne peut être tenue moins de 15 jours après l'envoi de la seconde convocation. *La décision sera alors définitive, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés lors de l'Assemblée générale*, sous réserve de l'application in casu des dispositions légales.

Article 19 - L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association, sur la modification des statuts, sur l'exclusion des membres ou sur la transformation en société à finalité sociale que conformément aux conditions spéciales de quorum de présences et de majorité requises par la loi du 27 juin 1921 relative aux associations sans but lucratif.

Article 20 – Les décisions de l'Assemblée sont consignées dans un registre de procès-verbaux contresignés par deux administrateurs. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre, après requête écrite au Conseil d'administration avec lequel le membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation.

Toutes modifications aux statuts sont déposées, en version coordonnée, au greffe du Tribunal de commerce sans délai et publiées, par les soins du greffier et par extraits aux Annexes du Moniteur comme dit à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonction des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires.

TITRE VI DE L'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION

Article 21 – L'association est administrée par un Conseil composé de **trois personnes au moins**, nommés par l'Assemblée générale pour une durée indéterminée, et en tout temps révocable par elle. Le nombre d'administrateurs doit en tous cas être inférieur au nombre de personnes membres de l'association.

Volet B - suite

Les membres sortants du CA sont rééligibles.

Article 22 – En cas de vacance au cours d'un mandat, un administrateur provisoire peut être nommé par l'assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 23 – *Le Conseil d'administration peut inviter à ses réunions toute personne dont la présence lui paraît nécessaire selon les besoins et à titre consultatif uniquement.*

Article 24 – Le Conseil se réunit chaque fois que les nécessités de l'association l'exigent *et chaque fois qu'un de ses membres en fait la demande. Les convocations sont envoyées par un administrateur, par simple lettre, courriel ou même verbalement, au moins 8 jours calendrier avant la date de réunion. Elles contiennent l'ordre du jour, la date et le lieu où la réunion se tiendra.*

Le Conseil délibère valablement dès que les deux tiers de ses membres sont présents ou représentés, sauf dispositions légales, réglementaires ou statutaires contraires.

Ses décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix.

Seule l'admission d'un nouveau membre réclame l'unanimité des voix.

Ses décisions sont consignées sous forme de procès-verbaux, contresignées par deux administrateurs et inscrites dans un registre spécial. *Ce registre est conservé au siège social. Tout membre effectif, justifiant d'un intérêt légitime, peut en prendre connaissance sans déplacement du registre.*

Article 25 – Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Seuls sont exclus de sa compétence, les actes réservés par la loi ou les présents statuts à l'Assemblée générale.

Article 26 – Le conseil d'administration gère toutes les affaires de l'association. Il peut toutefois déléguer la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférent à cette gestion, à un organe de gestion composé de un ou plusieurs administrateur(s)-délégué(s) à la gestion journalière – s'ils font partie du Conseil d'administration – et/ou de délégué(s) à la gestion journalière – s'ils ne font pas partie dudit conseil - ,qu'il choisira parmi ses membres et dont il fixera les pouvoirs, *ainsi éventuellement que le salaire, les appointements ou les honoraires.*

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe du Tribunal de commerce sans délai et publiés, aux soins du greffier, par extraits, aux annexes du Moniteur belge comme requis à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 27 – Le Conseil d'administration représente l'association dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Il peut toutefois confier cette représentation à un organe de représentation composé *d'un ou plusieurs administrateur(s) et/ou à un ou plusieurs tiers à l'association agissant selon le cas individuellement ou conjointement.*

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront intentées ou soutenues au nom de l'association par le Conseil d'administration, sur les poursuites et diligences d'un administrateur délégué à cet effet (mandat classique) ou du/des organe(s) délégué(s) à la représentation.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe du Tribunal de commerce sans délai, et publiés, aux soins du greffier, par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 28 – Les administrateurs, les personnes déléguées à la gestion journalière, ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association, ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

Article 29 – *Le Conseil d'administration, est habilité à accepter à titre provisoire ou définitif les libéralités faites à l'association et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur acquisition pour autant que leur valeur n'excède pas 100.000,00 EUR.*

TITRE VII
DISPOSITIONS DIVERSES

Article 30 – *Un règlement d'ordre intérieur pourra être présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par l'Assemblée générale, statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés.*

Article 31 – L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.
Par dérogation, le premier exercice débutera le 1er septembre 2018

Article 32 – Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire par le Conseil d'administration.

Les comptes et les budgets sont tenus et, le cas échéant, publiés conformément à l'article 17 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 33 - Les documents comptables sont conservés au siège social où tous les membres effectifs, peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre, après requête écrite au Conseil d'administration avec lequel le membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation

Article 34 – *Le cas échéant, et en tous les cas lorsque la loi l'exige, l'Assemblée générale désigne un commissaire, chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel. Il est nommé pour quatre années et est rééligible.*

Il appartient à chaque membre de procéder lui-même à la vérification des comptes au siège social de l'association afin de pouvoir procéder au vote relatif à l'approbation des comptes et budgets et à la décharge.

Article 35 – En cas de dissolution de l'association, l'Assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social. Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une fin désintéressée.

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateur(s), à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe du Tribunal de commerce et publiées, aux soins du greffier, aux Annexes du Moniteur comme dit aux articles 23 et 26 novies de la loi de 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 36- Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les fondateurs prennent à l'unanimité les décisions suivantes,

Exercice social : 2018

Par exception à l'article 31, le premier exercice débutera ce 1er septembre 2018 pour se clôturer le 31 décembre 2018.

Première assemblée générale :

Par exception à l'article 13, la première assemblée générale se tiendra en Septembre 2018

Administrateurs :

Ils désignent en qualité d'administrateurs :

M . Rodriguez Luis, né à Gava (Barcelone-Espagne) le 18/06/1958 et domicilié 58 rue Général de Gaule à 4020 Bressoux,

M. Righes Enzo, né à Verviers le 13/06/1964 et domicilié au 22/11 rue Defrêcheux à 4000 Liège,

et Mme. Siegenthaler Sandrine, née à Bruxelles district 2, le 24/10/1967 et domiciliée au 22/21 rue Defrêcheux à 4000 Liège,

qui acceptent ce mandat. Les administrateurs représentent individuellement l'association

Commissaires :

Compte tenu des critères légaux, les fondateurs décident de ne pas nommer de commissaire-réviseur.

Délégation de pouvoir :

Compte tenu des critères légaux, les administrateurs décident de ne nommer ni président, ni secrétaire, ni trésorier, ni délégué à la gestion journalière.

acte sous seing privé

Fait à Liège le 15/08/2018 en quatre exemplaires.